

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Trimestriel : France : 10 fr. — Etranger : 15 fr.

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

1^{re} ANNÉE | N° 6

1^{er} AOUT 1924

PRIX : 2 FR.

Le Mouvement Catalan

L'actualité catalane est évidemment dominée, si l'on considère les choses sous l'angle français, par la libération d'Unamuno et les difficultés que rencontre l'armée du Directoire au Maroc. Un journaliste français a délivré le grand proscrit Unamuno : voilà un fait. Une réception enthousiaste lui fut faite à Cherbourg, ainsi qu'à son compagnon d'exil, Soriano : voilà un symbole. Ni le symbole, ni le fait ne sont très favorables au prestige de S. E. Primo de Rivera.

Celui-ci voyage au Maroc, comme on apprend que les Riffains, ennemis de l'Espagne, constitués en République, bien armés, à peu près victorieux, sont soutenus par de l'argent de provenance anglaise. Voilà un second fait. Prouve-t-il que M. Primo de Rivera ait su concilier la popularité de l'Europe ? ou bien permet-il d'indiquer que, depuis son avènement, les affaires marocaines aient pris un cours plus heureux pour l'Espagne ?

Ces indices de la faiblesse du gouvernement dictatorial, de sa malchance, si l'on préfère, ce double affront venu tout à la fois de France et d'Angleterre pour blâmer la politique extérieure et la politique intérieure d'un premier ministre de hasard, ce ne sont point les seuls que nous puissions relever (1). Dans un article récent du *Petit Méridional*, notre confrère Adolphe Falgout n'a pas eu de peine à en énumérer quelques autres ; la situation générale de la péninsule lui paraît justement dominée par le découragement et la désillusion. Il avait tant promis, ce dictateur ! Il a si peu réalisé !

En Castille : attente de l'été ; à l'ouest (Bilbao, Santander, etc.) : la crise économique, aggravée de ce que le S. E. T. I. dont nous avons parlé, apporte des menaces graves pour un avenir immédiat et un futur de longue durée. Dans l'Andalousie, menaces sourdes de bolchevisme.

Il faut dire que la propriété là-bas est vaste, mal répartie, repose sur une conception archaïque, morosque, de la terre seigneuriale et pastorale. Le luxe et le confort, la modernisation des mœurs, et, aussi, la visite de plus en plus fréquente et les séjours d'Anglais toujours plus nombreux, ont fourni à ces populations demeurées primitives, un terme de comparaison avec la vie mécanique, réglée automatiquement mais pourvue de distractions nouvelles : la mode et le cinéma.

Les paysans andalous, de grand attachement à leur simplicité et surtout à leur tradition héréditaire vestimentaire, se trouvent soudain dépayés dans leur propre terroir. Un besoin de luxe leur fait considérer leurs journées comme insuffisamment rémunérées. Leur initiation à la liberté leur rend indispensable la copropriété indispensable. Résultat : une appétence à l'anarchie.

Un malaise identique, mais d'autre nature, règne en Catalogne.

Ce malaise, nous le connaissons. Est-il besoin de noter que plus grandit l'impopularité de Primo, plus s'élargissent les difficultés de l'Espagne, et plus les partis catalans se sentent encouragés à intensifier leur action ? Les temps leur semblent propices. C'est leur bourreau, leur tyran, leur despote menteur qui va, bientôt, payer pour tant et tant de mécomptes. Le destin se charge de les venger ; mais comment ne seraient-ils pas tentés d'aider le destin ? — Leur attitude n'est pas de négation. Primo aboli, il faudra que la Catalogne s'affranchisse. Et je dis bien, s'affranchisse ! Car, elle le sait, elle ne doit compter que sur elle-même. Nos sympathies ne se pourront montrer actives que lorsqu'elle aura obtenu les premiers résultats.

Mais que dis-je ? Primo tombant risque fort d'entraîner le roi-jockey dans sa chute. Comme le notait ces jours-ci M. Lujan dans l'*Eclair de l'Est*, les élections françaises vers la gauche ont eu un profond retentissement en Espagne :

Les chefs des anciens partis Sanchez Guerra (conservateurs), marquis de Alhucemas (libéraux), Lerroux (républicains) se seraient réunis à Paris pour discuter de l'avenir de l'Espagne. Lerroux a fait à un journal parisien de gauche ces déclarations :

« Comme il n'est pas possible que les partis qui ont gouverné avec le roi reviennent au pouvoir, il n'est pas davantage possible que le roi improvise un parti qui puisse gouverner le pays. J'estime donc, avec tous mes concitoyens anxieux de l'avenir de l'Espagne, que l'heure de l'abdication du roi a sonné. J'estime que, si le roi est un patriote espagnol, il doit abdiquer spontanément. S'il n'abdique pas, il forcera l'Espagne à l'effort nécessaire qui rétablira sa situation constitutionnelle. »

On peut penser que la Catalogne ne jouera pas, durant cet effort fatal, un rôle d'arrière-plan. Cet effort sera-t-il celui que semble prévoir M. Lujan ? Celui-ci écrit encore :

Les Catalans ont créé à Paris un organe de quin-

(1) Exagérions-nous ? Dans le *Temps* du 20 juillet dernier, on a pu lire une dépêche de Tanger dont nous avons retenu ceci :

« La réception du général Primo de Rivera à Ceuta et à Tétouan a été plus que glaciale, nettement hostile... Une compagnie de la légion étrangère (espagnole) a passé devant le président du Directoire sans lui donner la marque de respect réglementaire. »

Telle est la mesure de la popularité du général Primo de Rivera auprès des troupes espagnoles opérant au Maroc.

zaine le *Courrier Catalan* qui défend leurs idées et attaque la Dictature. Le nombre des séparatistes aurait augmenté beaucoup. Mais la France ne peut accepter l'adhésion de cette province sans se brouiller à mort avec l'Espagne, et sans l'Espagne qui lui fournit le blé et le vin, la Catalogne ne peut vivre (1).

Il n'est pas honnête de simplifier ainsi notre action personnelle, et il est faux de représenter de la sorte la situation de la Catalogne. Il faudrait, je le sais bien, pouvoir comprendre le problème avant de le commenter... et c'est trop demander. Mais si certains Catalans avouent être séparatistes, où notre confrère lorrain a-t-il vu que nous ayons fait nôtre une telle ambition ? Nous savons très bien qu'il y a d'autres solutions au problème, et notamment la solution fédéraliste : la nôtre. Elle aurait, du moins, le mérite de ne rien modifier à la situation économique présente... Mais il faut être bien naïf pour imaginer qu'un mouvement populaire comme celui-ci puisse se laisser canaliser dans une seule orientation !

Le bouillonnement, l'effervescence, la colère de la race s'expriment et se manifestent comme ils peuvent, dans les cadres éphémères de plusieurs partis. Nous n'avons ici qu'à tenir compte de la volonté du peuple voisin : les Catalans refusent de demeurer plus longtemps sous le joug centraliste du pouvoir madrilène ; c'est leur droit de vouloir disposer d'eux-mêmes ; nous avons aidé l'Irlande à faire valoir ce droit ; nous sommes dans la logique républicaine lorsque nous demandons qu'on aide aussi bien la Catalogne à s'affranchir ; et c'est la Société des Nations qui manque à la première de ses lois morales lorsqu'elle s'y refuse. Quant à brouiller la France avec l'Espagne... je n'y ai jamais songé : c'est déjà fait ! et depuis longtemps ! Cela s'est fait à Algésiras ; cela s'est fait tous les jours, au fur et à mesure que l'armée et la politique castillanes s'éprenaient davantage des idées berliinoises. Seule a réagi contre cet engouement la Catalogne (2). Ceux qui l'ignorent feraient mieux de ne pas se mêler des choses franco-espagnoles. Combattre les revendications catalanes ou, comme s'y plait l'*Action Française*, feindre de les ignorer pour mieux servir le roi des sports, ce n'est assurément pas faire une politique favorable aux véritables amis de la France en Espagne. Notre avis est que la libération de la Catalogne entraînerait un redressement presque immédiat de la situation en notre faveur, de l'autre côté des Pyrénées.

Ce n'est pas notre faute si, pour que ce redressement souhaitable devint possible, un certain nombre de conditions doivent être réalisées, — parmi lesquelles la chute de Primo et l'abdication du roi semblent primordiales. Mais ces circonstances, ce n'est pas nous qui les déterminons : Alphonse XIII et son premier ministre, nous le voyons, en prennent soin avec une émouvante spontanéité. Les partisans catalans profiteront de la situation ; voilà tout. Et les Français qui les connaissent, qui savent au nom de quel idéal ils agissent, qui ont pu mesurer la valeur de leurs sympathies, comment ne les en approuveraient-ils pas ?

F. JEAN-DESTHIEUX.

Des amendes aux admirateurs d'Herriot

Le Dictateur espagnol, représentant indiscutable de l'armée espagnole qui, pendant la guerre, se distingua par une germanophilie enragée, prétend avoir nourri toujours des sentiments d'amitié pour la France. Mais on sait bien à quoi s'en tenir sur les affirmations de Primo de Rivera.

Cette prétendue amitié espagnole vient, toutefois, de se manifester de façon singulière. A l'occasion de la prise du pouvoir du cabinet Herriot, le président et le secrétaire du Cercle des Employés du Commerce et de l'Industrie de Barcelone, qui s'est toujours fait l'interprète, non seulement de l'opinion des milliers de ses membres mais aussi des sentiments de tous les Catalans, ont cru devoir faire remettre au président Herriot une adresse de félicitation.

Le général Lossada, gouverneur de Barcelone et représentant du Directoire militaire dans la capitale catalane, a puni cet article de simple courtoisie internationale en imposant à chacun des deux signataires de l'adresse une amende de 500 pesetas (1.950 francs au change actuel).

(1) Voilà une affirmation d'ailleurs bien fragile. Je me réserve d'y répondre plus longuement. Dès ce jour je veux noter que la Catalogne ne manque pas de ressources, — dont l'inventaire serait ici trop long. Mais ces jours-ci, dans le *Sémaphore* de Marseille, M. Angel Marvaud n'écrivait-il pas : « En Catalogne, on trouve une région pétrolifère bien connue des géologues. Elle s'étend de la rivière Ter, près de Camprodon, jusqu'à l'ouest de la Serra de Cadi. A Riutort, principalement, l'odeur de l'air qu'on respire semble révéler l'existence du pétrole souterrain. Etc... »

(2) Cf. *Oc* (Toulouse, 29 juin) :

D'un côté, il y a l'Espagne, l'Espagne germanophile de la guerre, foyer d'espionnage, ravitailleur de sous-marins ; de l'autre, un petit peuple qui veut être libre parce qu'il possède une personnalité suffisante pour mériter cette liberté, un petit peuple passionné de culture française, qui, pendant la guerre, nous a envoyé 15.000 volontaires pour se battre dans les tranchées et y mourir.

UNAMUNO en France

J'écris ces lignes à Cherbourg, en attendant l'arrivée de Miguel de Unamuno, proscrit par le Directoire espagnol, délivré par Henri Dumay, amnistié après coup.

Ce n'est pas un spectacle banal que celui d'une ville tout entière dressée, attendant le banni pour lui rendre l'hommage qu'elle rendrait à un souverain. Mais, manifestement, ce que Cherbourg va acclamer tout à l'heure, c'est le politique, la victime de la dictature. Unamuno est cela. Il est plus : un penseur, un écrivain, une audace.

Que nous connaissons mal, en France, les littératures étrangères ! Il ne faudrait pas voir dans cette ignorance une manière de supériorité. Questionnez sur Unamuno non pas l'homme de la rue, qui est égarable, certes ! mais un Français cultivé. Unamuno, pour lui, est un nom, et rien de plus.

Pourtant, ce philologue, helléniste remarquable, ce professeur, recteur de l'Université de Salamanque, est, en même temps, le romancier de *Paix dans la guerre* et d'*Abel Sanchez*, l'essayiste de *Souvenirs d'enfance et d'adolescence*, le philosophe social de *Don Quichotte* et du *Sentiment tragique de la vie*, et, par surcroît, un beau poète lyrique.

Si nous voulions enfermer dans une formule un génie si divers, nous serions fort embarrassés. Dire que Unamuno est, par volonté réfléchie, un paradoxal, ne nous satisfait pas pleinement, quoique, haïssant les stylistes et ne parlant que pour traduire des idées, il se fasse un jeu de bousculer les tables traditionnelles de valeurs. Catholique, il professe que la raison nous éloignerait plutôt du dogme. Littérateur, il met l'intelligence au-dessus de la sensibilité. Chimérique, il croit à l'action et la prêche : il préfère un négateur à un indifférent, et ne goûte point Anatole France, parce que celui-ci ne sait pas s'indigner.

Je préfère cette définition : c'est un passionné, qui réintègre la passion dans la pensée. Pendant la guerre, il fut ardemment francophile, car la France était une passion dirigée par une idée. Don Quichotte est son héros : mais son Don Quichotte a lu Platon.

CHARLES-BRUN.

Salut à la France

Dès son arrivée à Paris, Miguel de Unamuno a rédigé un « Salut à la France » qu'a inséré *Le Quotidien* et dans lequel, rendant hommage à ses libérateurs, les directeurs et collaborateurs de ce journal, l'exilé a protesté une fois de plus contre le régime qui afflige l'Espagne. Nous en reproduisons les passages principaux :

Je veux que le premier mot du message que j'adresse à la France soit l'expression de ma gratitude.

Fidèle à ses traditions de liberté et d'hospitalité, elle a fait de l'exilé que je suis, le plus noble et le plus émouvant accueil.

J'ai déjà dit par deux fois à Cherbourg, dans un immense meeting populaire et dans un banquet intime, mes sentiments de fierté latine et de reconnaissance, à voir toute la population d'une grande ville accourir au-devant de la proscription pour saluer les proscrits et flétrir les proscripseurs.

Mais je veux les redire aujourd'hui au pays tout entier...

Dans ce premier moment, je n'ai pas le loisir de raconter quel fut mon crime, et pourquoi l'on envoya le doyen de la Faculté des Lettres de Salamanque, qui avait acquis quelque droit, je le dis sans orgueil, à l'estime universelle, pourquoi on l'envoya enseigner les cabriolets aux chèvres, et la résignation aux chameaux de Fuerte-Ventura.

Il me suffit de déclarer que je n'étais pas fait pour cette mission et que je garde une reconnaissance infinie à l'homme de pensée et de courage qui s'est jeté dans une périlleuse aventure pour m'arracher à cette mortelle déportation.

Depuis les mois de ce printemps, je comptais sur toi, sur la promesse qu'il m'avait d'abord apportée. Malgré des difficultés inouïes, il ne m'a pas fait défaut.

Quant à l'amnistie tardive que le Directoire a voulu m'octroyer, je n'ai qu'un mot à dire : je la repousse, affranchi de mes chaînes, comme je l'eusse repoussée captif.

Je ne reconnais pas au général Primo de Rivera, et je ne lui aurais en aucun temps reconnu le droit de gracier un crime imaginaire.

Je puis regarder fièrement dans ma vie, je n'y trouve rien qui lui permette de m'humilier par sa clémence, de me souffleter par son pardon. Certes, il est vrai, qu'entre Primo de Rivera et moi, il y a un crime : ce crime, c'est la dictature.

(La suite à la deuxième page.)

Echec au dictateur

La retraite de l'Espagne au Maroc est décidée. Les difficultés que rencontre le Dictateur ne s'aplaniront pas à la suite d'une mesure que l'on peut considérer tantôt comme sage mais trop tardive, tantôt comme un aveu de faiblesse, en ce sens qu'elle implique l'abandon de toute idée de conquérir militairement la République du Rif.

Quoi qu'il en soit, Primo de Rivera, sauveur de l'Espagne, est jugé. Reproduisons les principaux passages de l'article publié le 17 juillet par le premier écrivain français de politique étrangère, M. Auguste Gauvain, du *Journal des Débats*. Dans un article intitulé « Les Dictatures en échec », M. Gauvain juge ainsi la situation :

Le général Primo de Rivera inspecte en ce moment la zone du Maroc où se déroulent périodiquement des drames militaires qui compromettent à la fois le crédit, le prestige et les institutions de l'Espagne. On attendait de lui, lorsqu'il se saisit d'un pouvoir dictatorial, qu'il liquidât enfin l'affaire marocaine que les gouvernements constitutionnels s'étaient trouvés impuissants à résoudre. Mais il n'avait aucune solution prête. Il hésita, tergiversa, céda successivement à des influences opposées. Les incidents désagréables continuèrent dans le Rif aux dépens du Trésor et du bon renom de l'armée. Encore aujourd'hui on se bat autour des présides sans qu'on connaisse exactement le résultat de vaines rencontres, qui peuvent durer jusqu'à la consommation des siècles si le gouvernement de Madrid persévère dans ses traditions. On vient seulement de terminer le procès du général Berenguer. Comme on sait, la condamnation de cet officier, poursuivi pour les fautes d'autrui, a dû être suivie d'une amnistie immédiate dont ont bénéficié d'autres victimes de l'arbitraire, notamment le grand écrivain Unamuno, déporté dans l'îlot de Fuerte-Ventura... Le général Berenguer profite de sa liberté pour venir en France. M. Unamuno, conformément à l'engagement qu'il avait pris vis-à-vis de lui-même, refuse de revenir dans sa patrie jusqu'à ce que les libertés élémentaires y soient rétablies. En Catalogne le mécontentement s'accroît ; la suppression de l'*Université nouvelle*, la transformation de la Mancomunidad provinciale en institution servile par la substitution de créateurs du Directoire à tous les élus, les allocutions irritées du roi pendant son récent voyage à Barcelone ont profondément énervé l'opinion. Les Catalans sont froissés surtout par la suppression d'une Université prospère qu'ils avaient créée avec leurs propres ressources, qui combinait harmonieusement la haute culture avec l'enseignement technique et professionnel, et qu'ils considéraient avec fierté comme le type des Universités à venir. Quant aux fameuses réformes administratives qui devaient rénover la péninsule, elles restent à l'état de projet, ou n'ont été réalisées que sur le papier. Dans l'ordre économique, elles ne se sont manifestées que par le scandale de l'octroi de concessions ruineuses à une société de financiers étrangers. Les aventuriers de toute espèce, généreux en commissions clandestines, sont aux aguets autour du Directoire. Une vieille odeur de corruption empoisonne de nouveau l'atmosphère.

Le général Primo de Rivera enviait les lauriers de M. Mussolini. Mais ces lauriers eux-mêmes se flétrissent...

Et M. Gauvain, après avoir résumé la situation présente du fascisme, conclut : « Pour deux pays voisins de nous, l'expérience vient de prouver que la dictature et les pleins pouvoirs ne résolvent rien. »

Angel Guimera est mort

La Catalogne est en deuil. Le 18 juillet s'est éteint, à Barcelone, le grand poète Angel Guimera.

Avec lui, ses compatriotes perdent la personnalité la plus éminente, la figure la plus glorieuse et la plus universellement connue des lettres catalanes contemporaines en même temps que le symbole le plus pur de leurs aspirations à l'indépendance. Angel Guimera, auteur dramatique partout célèbre, était, en effet, l'idole de son peuple. On acclamait en lui, non seulement le patriarcat de la renaissance littéraire de la Catalogne, mais aussi et surtout le patriote intègre qui incarnait les amours, la volonté et la gloire de son pays.

Cette mort a produit, en Catalogne, une émotion immense, car Angel Guimera était aimé de tous. Toutes les classes sociales, toutes les tendances politiques, les gens de toute condition et de toutes les idées n'avaient que de l'admiration et du respect pour le grand poète national catalan. Cette admiration et ce respect dataient de longues années, depuis que, par ses premiers succès dramatiques, il sut émouvoir l'âme des foules et que celles-ci comprirent que le poète était en même temps qu'un artiste et un génie, un homme bon et simple, l'apôtre le plus dévoué à la cause catalane. Cette vénération du peuple pour son poète se manifesta solennellement le dimanche 23 mai 1909, lorsque la Catalogne tout entière rendit à Angel Guimera un hommage populaire à l'occasion de sa soixantième année. La ville de Barcelone l'adopta solennellement ; on installa une grande tribune sur la place de Catalogne, et, devant cette tribune, occupée par le poète, les autorités populaires et le comité qui avait organisé l'hommage, le peuple défila pendant des heures entières pour saluer et acclamer son génie national. Des centaines de milliers de personnes, appartenant à toutes les classes sociales, et représentant toutes les corporations publiques et privées, des sociétés populaires avec étendards et musiques, se rendirent devant la tribune ornée des couleurs catalanes. Ce fut une fête unique, une manifestation d'enthousiasme et de foi patriotique comparable seulement à la formidable manifestation populaire contre la loi dite « des juridictions » que trois années auparavant avait pro-